



Edito

Dans le contexte de morosité qu'engendre la situation internationale, ce numéro vous propose quelques notes d'optimisme...

Le résultat des élections en Hongrie tout d'abord va « réinscrire Budapest dans le projet européen » et notamment permettre de débloquer l'aide, tant attendue par l'Ukraine, comme nous l'explique Pierre Mandon.

Autre bonne nouvelle, le lancement par l'UE du « Fonds pour l'initiative aux obligations vertes mondiales » qui sera alimenté par des fonds publics et privés pour financer des projets d'infrastructures durables. Des avancées de l'Europe sociale sont également à l'ordre du jour qui touchent le citoyen dans sa vie quotidienne. Comme vous pourrez le lire dans notre rubrique actualités, le Pacte pour les compétences, mis en place par l'UE, produit des effets structurants et a un fort impact en matière d'emploi et de formation professionnelle. On note également l'accord intervenu sur la réforme attendue depuis dix ans sur les règles de coordination des régimes de sécurité sociale.

Au niveau de l'actualité internationale, face aux crises qui se succèdent et qui impactent de plus en plus le quotidien des citoyens européens, les Etats cherchent des réponses. Vous lirez le décryptage du MEF sur le sommet informel qui s'est tenu à Nicosi et Michel Lefrançois analyse les enjeux et perspectives qui animeront les discussions lors de la réunion du G7, qui va se tenir dans notre région en juin prochain.

Face aux multiples incertitudes, que peut faire le citoyen ? Pour explorer l'horizon des possibles, Colette Modion vous conseille notamment la lecture du livre d'Enrico Letta « Des idées pour une Europe nouvelle ». Et pour nourrir votre réflexion et confronter vos interrogations, nous vous proposons de venir échanger avec nous et d'autres citoyens ce samedi 9 au sein de différents ateliers. Vous trouverez ci-contre le lien vers le programme qui sera clôturé par un moment convivial dans les jardins de la Maison de l'Europe de la Loire.

Marthe-Claire
PORTAN



Hongrie : un scrutin historique qui réinscrit Budapest dans le projet européen

Un pays à la croisée des chemins

La Hongrie a vécu, lors des élections législatives du 12 avril 2026, l'un des tournants politiques les plus marquants depuis la chute du communisme. Après seize années de pouvoir, Viktor Orbán a reconnu la victoire du parti Tisza, dirigé par Péter Magyar, ouvrant la voie à une alternance que beaucoup jugeaient encore improbable il y a quelques mois. Selon les résultats officiels, Tisza a obtenu une supermajorité des deux tiers, avec 138 sièges sur 199, et 53,56 % des voix, contre 37,86 % pour le Fidesz. La participation, proche de 80 %, témoigne d'une mobilisation exceptionnelle.

La fin d'un cycle politique

Pour de nombreux observateurs européens, ce scrutin marque la fin d'un modèle politique qui avait fait de la Hongrie un symbole de la « démocratie illibérale ». Depuis 2010, Viktor Orbán avait progressivement redessiné les institutions, les médias et le système judiciaire, provoquant de fortes tensions avec Bruxelles. Une partie des fonds

L'édito	1
Hongrie : un scrutin historique....	1-2
Une Europe par les Jeunes....	3
L'UE et le G7	3-4
Actualités du MEF et Europe sociale....	5-7
L'Europe près de chez vous	8
Idées lecture	8

**Venez fêter
la journée de l'Europe !**

et échanger, questionner,
imaginer...

**Samedi 9 mai
de 8h15 à 12h15**

Ateliers, exposition
sur les Droits fondamentaux
et verre de l'amitié...

**Maison de l'Europe
de la Loire
19 avenue Paccard
Veauce**

Plus d'informations :
<https://mouvement-europeen.eu/loire/>

[s'inscrire aux ateliers](#)

Hongrie : un scrutin historique (suite et fin)

européens avait été gelée en raison de préoccupations liées à l'État de droit, tandis que Budapest multipliait les vétos sur plusieurs dossiers majeurs, notamment l'aide à l'Ukraine.

La défaite du Fidesz s'explique par une combinaison de facteurs : l'usure du pouvoir après plus d'une décennie de gouvernance, une série de scandales — dont l'affaire de la grâce présidentielle en 2024 —, l'émergence d'une opposition unie autour d'un visage nouveau, ainsi que la mobilisation d'une jeunesse urbaine désireuse de renouer avec l'Europe

Péter Magyar, un conservateur pro-européen



Péter Magyar, 43 ans, n'est pas un inconnu du système Orbán : ancien haut fonctionnaire, juriste, il a longtemps évolué dans l'orbite du pouvoir avant de s'en détacher. Son parti, Tisza, s'est imposé

en quelques mois comme une force politique majeure, en promettant une rupture nette avec les pratiques du passé : transparence, lutte contre la corruption, indépendance de la justice, normalisation des relations avec Bruxelles.

Plusieurs responsables européens ont salué ce résultat. Des déclarations publiques évoquent un choix clair en faveur de l'Europe et un signal fort envoyé par les citoyens hongrois. Magyar, membre du Parti populaire européen (PPE), a affirmé dès le soir de sa victoire que la Hongrie « retrouverait toute sa place dans la famille européenne ».

Un retour attendu vers Bruxelles

L'alternance ouvre une période de recomposition diplomatique. Les relations entre Budapest et Bruxelles, longtemps marquées par la confrontation, pourraient connaître un apaisement rapide. D'importants dossiers sont sur la table :

- **Déblocage des fonds européens** suspendus pour atteintes à l'État de droit ;
- **Soutien à l'Ukraine**, entravé par les vétos successifs du gouvernement sortant ;
- **Coopération énergétique**, notamment sur la diversification des approvisionnements ;
- **Participation constructive aux réformes institutionnelles de l'UE**, un sujet central à l'approche des débats sur l'élargissement.

La Hongrie pourrait progressivement retrouver un rôle plus constructif au sein du groupe de Visegrád, dans une orientation davantage en phase avec les priorités européennes (*).

(*) Le groupe de Visegrád (ou V4) réunit la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie. Créé en 1991, il vise à coordonner les positions de ces pays d'Europe centrale au sein de l'Union européenne, même si ses membres ont connu des orientations politiques parfois divergentes ces dernières années



Un paysage politique recomposé

La victoire de Tisza ne signifie pas pour autant un effacement du Fidesz. Le parti de Viktor Orbán conserve une base solide, notamment dans les zones rurales et parmi les électeurs plus âgés. La majorité de Tisza devra gérer une transition délicate : réformer sans fracturer davantage une société déjà polarisée.

Le nouveau gouvernement devra également répondre à des attentes sociales fortes : inflation persistante, crise du logement, émigration des jeunes diplômés, modernisation du système éducatif, etc. Autant de défis qui conditionneront la réussite de cette alternance.

Une Hongrie réinscrite dans le projet européen

Au-delà des chiffres, cette élection porte une dimension symbolique. Pour la première fois depuis longtemps, la Hongrie apparaît comme un pays où le débat démocratique a permis une alternance pacifique, dans un contexte de participation record. Dans de nombreuses capitales européennes, ce scrutin est perçu comme un rappel : l'adhésion au projet européen demeure un choix populaire, même dans des États où les gouvernements avaient pris leurs distances avec Bruxelles.

Sur les bords du Danube, lors de son discours de victoire, Péter Magyar a déclaré que « la Hongrie est européenne par nature et par conviction ». Une phrase qui résonne comme un engagement, mais aussi comme une invitation à reconstruire des ponts.

L'élection hongroise de 2026 dépasse largement les frontières du pays. Elle s'inscrit dans un mouvement plus large de recomposition politique en Europe centrale, où les sociétés expriment un désir de stabilité, de transparence et d'ancrage européen. Pour l'Union européenne, c'est une opportunité : celle de renouer avec un partenaire stratégique, au moment où les défis géopolitiques se multiplient.



Pierre MANDON

Une « Europe par les Jeunes » au Lycée de Beauregard



Le 28 avril, les Jeunes Européens - Saint-Etienne (JES) sont intervenus au Lycée Beauregard de Montbrison dans le cadre d'une action Europe par les Jeunes (EPJ), un dispositif destiné à sensibiliser les élèves aux enjeux européens à travers des échanges directs, des activités pédagogiques et des moments de réflexion collective.

Au fil de la séance, les intervenants ont proposé un programme riche : échanges ouverts, débats sur l'avenir de l'Europe, quiz interactifs, mais aussi des séquences plus structurées, proches d'un cours magistral, afin d'accompagner les futurs bacheliers dans leur compréhension des grands enjeux européens et dans leur préparation aux épreuves du baccalauréat.

L'ambiance, à la fois studieuse et dynamique, a permis aux élèves de poser leurs questions, d'exprimer leurs visions et de partager leurs réflexions sur la place de l'Union européenne dans leur quotidien.

Les JES remercient chaleureusement l'équipe pédagogique pour son accueil et son engagement, ainsi que les élèves pour leur participation active et leur motivation. Cette rencontre s'inscrit pleinement dans la mission de l'association : rapprocher l'Europe des jeunes ligériens et encourager leur participation à la vie démocratique.



L'Union européenne et le G7

2026 : la France assure la présidence du G7. Cela signifie une **activité internationale dédiée et intense** tout au long de l'année pour les 7 filières ministérielles concernées (affaires étrangères, environnement, développement, commerce, finances, numérique et intérieur), avec 60 groupes de travail et 13 **groupes d'engagement** représentant la société civile. L'événement central, le sommet des chefs d'État, se tient à Evian du 15 au 17 juin. C'est donc le bon moment pour se questionner sur l'influence et/ou l'intérêt de l'UE vis-à-vis du G7 et d'autres groupes de nations.

On doit d'abord se remémorer que « le G7 (groupe des 7) est un **groupe de discussion et de concertation** où sont apportées des réponses communes aux grands enjeux globaux et économiques, qui réunit chaque année les chefs d'État et de gouvernement de 7 pays parmi les plus industrialisés au monde (France, États-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, Italie, Allemagne). L'Union européenne y est représentée par le président du Conseil européen et la présidente de la Commission européenne. Le G7 n'a ni existence juridique, ni secrétariat permanent, ni membre de droit. C'est la présidence, assurée par un

des 7 pays chaque année, qui fournit les moyens nécessaires aux travaux du groupe. » [[site de France Diplomatie](#) (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères)]

Éléments historiques importants : « Le G7 a été créé à l'**initiative de la France** dans le contexte de la crise qui a suivi le **premier choc pétrolier**. Le premier Sommet s'est tenu en 1975, à Rambouillet, autour de six pays (la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Italie et le Japon). Le « G6 » s'est élargi au Canada l'année suivante, puis a accueilli la Commission européenne en 1977. La Russie a été intégrée au groupe en 1998 (devenu alors « G8 »), puis en a été exclue lors de l'invasion de la Crimée en 2014. »

Les priorités du G7 2026

Présentées sur le [site officiel G7 France](#), ces priorités peuvent se synthétiser autour de la **réduction des déséquilibres mondiaux** comme l'a clairement exprimé le Président de la République, en précisant : « L'objectif est de parvenir à nommer ces déséquilibres et à s'engager à les corriger ensemble par des politiques nationales et

L'Union européenne et le G7 (suite et fin)

Le poids du G7 aujourd'hui dans le monde :



9,6%	de la population mondiale contre 14,7% en 1975 <small>Source : Banque Mondiale</small>
45%	du PIB mondial (en valeur nominale) <small>Source : FMI</small>
30%	des émissions mondiales de CO ₂ <small>Source : OurWorldInData</small>
69%	de l'aide publique au développement mondiale <small>Source : OCDE</small>
40%	des droits de vote au FMI et à la Banque mondiale <small>Sources : FMI & Banque Mondiale</small>



internationales coordonnées, avec l'appui d'institutions internationales. »

On y retrouve en particulier :

- La résolution des grandes crises géopolitiques, notamment le soutien du G7 à l'Ukraine et aux Ukrainiens ;
- L'enfance : de l'appui au développement à la protection en ligne ;
- La lutte contre la criminalité organisée et les flux illicites ;
- Les nouvelles règles du jeu de la gouvernance mondiale.

Existence et positionnement de l'UE dans un tel groupe

Rappelons-nous que « l'Union européenne n'étant pas un Etat, elle n'est pas un membre à part entière du G7 mais un membre "non-énuméré". Cela signifie que l'UE dispose des mêmes privilèges et obligations que les autres membres, sauf celle de recevoir et de présider le sommet. »

Différentes sources d'analyses telles que banque-france.fr, focus2030.org, touteleurope.eu, permettent d'identifier des questions-clés. Nous en listons ici quelques unes, sans tenter d'y répondre, mais plutôt pour élargir la réflexion :

- la dimension économique de l'UE, dont le PIB dépasse celui de chaque pays membre du G7, est-elle mobilisable afin que l'UE puisse devenir un acteur moteur des discussions sur le développement durable et la stabilité financière ?
- la cohérence des positions européennes et la mobilisation des institutions de l'UE n'ont-elles pas intérêt à être renforcées pour présenter un front uni dans chaque filière ministérielle ?
- l'UE n'est-elle pas en mesure de présenter des réformes concrètes pour aider à moderniser le système financier international ?
- l'UE n'est-elle pas en position, de par sa structure et son fonctionnement, de tenir un rôle de facilitateur de la coopération mondiale ?
- l'UE a-t-elle la possibilité de promouvoir ses valeurs fondamentales au sein d'un tel groupe de nations ?

Une complexité croissante de la gouvernance mondiale

C'est bien de gouvernance mondiale qu'il s'agit quand on parle de groupes de nations tel que le G7. La France d'aujourd'hui défend clairement le multilatéralisme et prône l'ouverture avec plusieurs grands pays émergents invités au sommet de juin. Le G7 serait donc solide ? Peut-être, si l'on oublie que son poids relatif diminue à l'échelle mondiale : jusqu'au milieu des années 1990, les pays du G7 représentaient jusqu'à 67 % du PIB mondial. Aujourd'hui, ce chiffre dépasse à peine les 40 %, et moins de 10 % de la population mondiale vit dans les pays du G7. (foreignaffairs.com).

Dans ce contexte, **l'UE doit plus que jamais renforcer son union, sa cohérence et sa visibilité** car il n'a jamais été aussi évident que son existence même est "gênante" dans la nouvelle arène des grandes puissances. Par ailleurs, sachant que le G7 est "conurrencé" par d'autres groupes de nations ([G5](#), [G20](#), [G77...](#), [BRICS](#), [G7+](#)), l'UE ne peut que se distinguer par le développement de connexions privilégiées avec ces derniers, dans la mesure où il y a compatibilité avec ses valeurs et convergence vers l'intérêt général de l'humanité.

Quelle réalité demain matin ?

Détail essentiel : sans les Etats-Unis, la taille du G7 deviendrait insignifiante. C'est pourtant ce qui pourrait advenir. Comment ne pas être intrigué par des articles publiés fin 2025, certes en nombre limité (entre autres via [Politico](#) et les [médias indiens](#)), relatant le projet des Etats-Unis de « création d'un nouveau bloc stratégique – le « Core 5 » – composé de la Chine, de la Russie, de l'Inde, du Japon et des États-Unis...un groupe qui laisse l'Europe dehors et qui remplacerait le G7 comme véritable forum de puissance économique et géopolitique ». Silence radio sur le sujet depuis 4 mois. Nous verrons demain matin...

Michel LEFRANCOIS



Point du MEF sur l'actualité européenne, et l'Europe sociale

Source : « L'Hebdo des membres » du Mouvement Européen France

Sommet informel de Nicosie

Les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne se sont réunis à Nicosie les 23 et 24 avril pour un sommet extraordinaire largement consacré aux tensions au **Moyen-Orient** et à leurs répercussions sur la sécurité régionale, l'énergie et la stabilité économique. Les sommets informels ne donnent pas lieu à des conclusions écrites et les discussions sont censées rester confidentielles. Organisée dans un État membre ancré en Méditerranée orientale et partiellement occupé par la Turquie, la réunion a donné lieu à des échanges avec plusieurs partenaires méditerranéens, dont l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, ainsi qu'avec le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe. Les dirigeants ont évoqué en particulier les perspectives de cessez-le-feu, la sécurité maritime et les conditions d'une réouverture du détroit d'Ormuz, certains États membres se disant prêts, à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, à participer à une coalition navale défensive en cas d'arrêt des hostilités. Le sommet s'est inscrit également dans une volonté de renforcer les partenariats politiques, économiques et interculturels avec les pays riverains de la Méditerranée, alors que la Commission européenne vient de proposer une série de mesures concrètes pour mettre en œuvre le Pacte pour la Méditerranée. Dans ce contexte, il est notamment prévu que Chypre accueille un centre de protection civile chargé de coordonner la réponse européenne aux catastrophes naturelles. Sur la **sécurité en Europe**, certains dirigeants ont abordé, lors du dîner de travail, l'article 42.7 du traité sur l'Union européenne relatif à l'assistance mutuelle en cas d'agression armée. Cette discussion intervient après plusieurs survols de drones ayant perturbé le trafic aérien à Chypre, et alors que les autorités chypriotes ont bénéficié d'un soutien militaire ponctuel, sans activation formelle de cette clause. Les échanges n'auraient pas débouché sur des décisions concrètes, la Haute représentante de l'Union devant surtout rendre compte des travaux en cours visant à rendre cet article plus opérationnel. Ces échanges interviennent alors que la relation transatlantique traverse une mutation structurelle, avec une divergence croissante des priorités stratégiques entre les États-Unis et l'Europe. La coopération européenne en matière de défense se déploie actuellement à travers une multitude de formats : OTAN, accords bilatéraux, discussions nucléaires avec la France, coalitions de volontaires, sans cadre institutionnel nouveau ni précis. L'Union procédera également à des simulations de son mécanisme d'assistance mutuelle en cas d'attaque, reproduisant le processus décisionnel qui s'appliquerait si un État membre sollicitait le soutien militaire de ses partenaires. Ces exercices se tiendront entre ambassadeurs de l'Union, ainsi qu'à l'occasion d'une réunion des ministres de la Défense. Les Vingt-Sept chefs d'État ont aussi examiné la réponse de l'UE à la flambée des **prix de l'énergie** provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Si l'Europe est moins exposée que l'Asie sur le plan de l'approvisionnement en combustibles fossiles, certains

segments, comme le kérosène, sont fortement sous tension. Les États membres doivent se prononcer sur des mesures proposées par la Commission, combinant des dispositifs temporaires et ciblés pour protéger les ménages et les entreprises vulnérables, une meilleure coordination du remplissage des stocks, ainsi que des orientations de long terme en faveur de l'électrification, des énergies renouvelables et du nucléaire, afin de maintenir la trajectoire de décarbonation de l'économie européenne. Le sommet a abordé également la situation en Ukraine, dans un contexte marqué par la levée du veto hongrois sur un prêt européen de 90 milliards d'euros pour 2026-2027 et sur le vingtième paquet de sanctions contre la Russie. Les dirigeants pourraient échanger sur les garanties de sécurité à offrir à l'Ukraine dans la perspective d'un accord de paix global, l'adhésion à l'Union étant présentée comme un élément central de ces garanties. Enfin, pour la première fois depuis la proposition de la Commission en juillet 2025, les chefs d'État ou de gouvernement ont engagé une discussion de fond sur le **cadre financier pluriannuel 2028-2034**. L'objectif affiché par le président du Conseil européen est de dégager d'ici fin 2026 un accord unanime, notamment sur le financement du futur budget à travers de nouvelles ressources propres de l'Union. À ce stade, les propositions de la Commission – qu'il s'agisse de taxes sur les déchets électroniques non collectés, le tabac, le chiffre d'affaires des grandes entreprises ou les recettes liées au marché carbone – ne font pas consensus. Les débats portent sur l'équilibre entre nouvelles priorités politiques, politiques traditionnelles et remboursement de la dette du plan Next Generation EU, dans un contexte de réticence des États membres à accroître leurs contributions nationales. Les dirigeants ont fourni des orientations politiques avant la préparation d'une première « boîte de négociation » chiffrée en vue du Conseil européen de juin, avant de démarrer la discussion avec le Parlement européen, qui fixera sa position la semaine prochaine. L'Allemagne et la France en particulier ont réitéré leur souhait de limiter le montant global du budget pluriannuel à hauteur environ de 1% du RNB. Pour mémoire, la France est le deuxième contributeur net au budget de l'UE après l'Allemagne. Sa contribution annuelle au budget de l'UE s'est élevée à 28,8 milliards en 2026 (20 milliards en 2019, en augmentation régulière chaque année). Le président de la République français a réitéré son souhait de voir financer de nouvelles priorités par l'emprunt commun. Il a aussi proposé de différer le remboursement de Next Generation EU qui doit démarrer en 2028.

Le cycle électoral européen se poursuit

D'ici l'automne 2027, presque deux tiers des citoyens européens seront appelés aux urnes, avec des enjeux considérables pour l'UE. Le 19 avril, des élections législatives se sont tenues en Bulgarie. La victoire du nouveau parti de l'ancien président Roumen Radev « Bulgarie progressiste » marque un tournant moins pro-ukrainien et plus critique envers l'Europe. Ensuite, des

Point du MEF sur l'actualité européenne, et l'Europe sociale (suite)

Source : « L'Hebdo des membres » du Mouvement Européen France

élections sont prévues en Suède, Lettonie et Chypre. En 2027, Finlande, Grèce, Slovaquie, France, Espagne, Italie et Pologne. Elles pourraient déboucher sur une confirmation de la droitisation de l'échiquier politique européen, avec un risque d'exacerbation des tensions entre la dynamique d'intégration que M. Draghi résume sous le terme de « fédéralisme pragmatique » et des dynamiques nationalistes qui vont en sens inverse, selon Eric Maurice, expert de l'European Policy Centre. Les grandes négociations à venir (budget pluriannuel, élargissement, Ukraine, Défense...) seront le théâtre de ces tensions. Enfin, ces élections se tiendront dans un contexte inédit d'ingérences étrangères. Les outils mis en place par l'UE, plutôt défensifs (« Bouclier démocratique », avec des moyens de vérification des faits, l'apprentissage numérique et la résilience institutionnelle), devront permettre de s'assurer que les résultats des urnes reflètent bien la volonté des citoyens européens et non les agendas des pays tiers qui exercent, notamment depuis Washington, Moscou et Pékin, et pour des motifs variés, une pression considérable sur les Européens.

Soutien européen à l'Ukraine

Alors que les attaques russes en Ukraine continuent malgré la trêve pascale décidée par la Russie et alors que les négociations sur la suite de la guerre restent entourées d'incertitudes, le parlement ukrainien tente d'adopter plusieurs réformes qui conditionnent le déblocage de l'aide européenne. L'Ukraine a en effet besoin de 52 milliards de dollars d'aide internationale en 2026, soit un quart du PIB ukrainien. Le 8 avril, la Rada ukrainienne a voté seulement une partie des projets de loi qui permettront de débloquer une aide européenne de 4 milliards d'euros, le plan d'aide de 8 milliards de dollars du FMI dont une tranche de 700 millions de dollars est attendue en juin et un prêt de la Banque mondiale de 3,4 milliards dont la date limite est fixée au 20 avril. La semaine dernière, la commissaire européenne chargée de l'Élargissement, Marta Kos, a envoyé au président du Parlement ukrainien, Rouslan Stefantchouk (Serviteur du peuple, le parti de Volodymyr Zelensky), une liste de 11 lois à adopter afin de débloquer jusqu'à 4 milliards d'euros de financements. La liste comprend notamment des textes relatifs à l'exécution et à la numérisation des décisions de justice, aux déclarations d'intégrité des juges, à la loi sur la fonction publique, ainsi qu'aux réformes des secteurs énergétique et ferroviaire. Ces projets font partie des engagements pris l'an dernier par Kiev dans le cadre de la facilité pour l'Ukraine, un instrument européen qui permet de fournir des fonds au gouvernement sous forme de prêts et de subventions. La dégradation de la situation financière de l'Ukraine coïncide avec une amélioration des perspectives économiques de la Russie, qui bénéficie de la guerre au Moyen-Orient et de la hausse du prix du pétrole. La fermeture du détroit d'Ormuz a propulsé le prix du brut russe Urals au-delà de 60 dollars le baril et il se négocie avec une prime en Inde, à plus de 100 dollars. Le 11 avril, la dérogation temporaire accordée

début mars par le Trésor américain pour les cargaisons de pétrole russe déjà en mer arrivera à échéance, à moins qu'elle ne soit renouvelée d'ici là. Cette mesure d'assouplissement des sanctions visait, selon le secrétaire au Trésor, à « accroître la portée mondiale de l'offre existante ».

L'Europe sociale

Union européenne et formation professionnelle

L'Union européenne s'est fixée trois grands objectifs d'ici 2030 lors du sommet de Porto en 2021 : permettre à au moins 78% de la population âgée de 20 à 64 ans de disposer d'un emploi ; permettre à au moins 60% des adultes de participer à une formation ; réduire d'au moins 15 millions le nombre de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale. Depuis son lancement en novembre 2020, le **Pacte pour les compétences** a bénéficié à plus de 10 millions de personnes en Europe, dont 3,9 millions pour la seule année 2025, selon l'enquête annuelle de la Commission européenne. Cette initiative vise à soutenir des partenariats en matière de compétences afin de répondre aux besoins du marché du travail et d'accompagner les transitions verte et numérique, tout en contribuant au socle européen des droits sociaux et à l'objectif européen de faire participer 60% des adultes à une formation chaque année d'ici 2030. En 2025, le Pacte a mobilisé un réseau d'environ 4 000 organisations issues de l'industrie, du secteur social, de l'éducation et de la formation, ainsi que des autorités publiques et des services de l'emploi. Ces acteurs ont investi près de 1,02 milliard d'euros dans des actions de formation et de reconversion professionnelles. Au total, plus de 277 600 organisations ont rejoint ces réseaux de compétences, développant ou actualisant près de 46 500 programmes de formation, allant de modules courts à des parcours certifiants de plus long terme. À l'échelle sectorielle, les 20 partenariats de compétences industrielles de grande ampleur couvrant les secteurs stratégiques européens avaient, d'ici 2025, formé en moyenne 26% de leurs salariés, contribuant ainsi à l'objectif collectif de former 30 millions d'adultes à l'horizon 2030, soit environ 27% de la population active dans chaque secteur. Les organisations participantes font état d'effets structurants : amélioration du suivi et de l'anticipation des besoins en compétences (75%), hausse de la qualité (80%) et du volume (74%) des formations, ainsi que développement d'opportunités de formation plus inclusives (75%). Parallèlement, le nombre de partenariats régionaux de compétences a doublé pour atteindre 20 en 2025. Ces partenariats se distinguent par leur fort impact sur l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences au niveau territorial (93%), leur contribution aux transitions verte et numérique (86%) et leur soutien à la croissance économique régionale (79%).

Point du MEF sur l'actualité européenne, et l'Europe sociale (suite et fin)

Source : « L'Hebdo des membres » du Mouvement Européen France

Protection sociale des travailleurs bénéficiant de la libre circulation en Europe

Les négociateurs du Conseil de l'Union européenne et du Parlement européen sont parvenus à un accord politique sur la **réforme des règles de coordination des régimes de sécurité sociale**, mettant fin à plus de dix ans de débats et à une vingtaine de trilogues sur ce dossier sensible. Cette réforme, qui modifie le règlement 883/2004, vise à clarifier les droits sociaux des travailleurs mobiles dans l'Union, à renforcer la sécurité juridique et à mieux lutter contre la fraude dans les situations transfrontalières. L'accord porte sur l'indemnisation du chômage des travailleurs frontaliers, avec l'introduction explicite du principe du *lex loci laboris*. Concrètement, après une période minimale de 22 semaines d'affiliation, la responsabilité du versement des allocations chômage incombera désormais au pays d'emploi, et non plus au pays de résidence, pendant une durée de six mois, contre trois actuellement. À l'issue de cette période, la prise en charge basculera à nouveau vers l'État de résidence. Cette évolution concerne environ 14 millions de travailleurs frontaliers et marque un changement majeur par rapport au régime en vigueur depuis 2010. L'accord maintient par ailleurs le principe de la notification préalable obligatoire en cas de détachement de travailleurs, considérée comme un outil essentiel de prévention de la fraude et du travail non déclaré. Deux exemptions subsistent toutefois pour les voyages d'affaires et les

missions de courte durée n'excédant pas trois jours consécutifs sur une période de trente jours. Le secteur de la construction est explicitement exclu de ces exemptions, la notification préalable y demeurant systématique en raison de sa forte exposition aux pratiques frauduleuses. Cette disposition est saluée tant par les syndicats européens que par les fédérations professionnelles du bâtiment, qui y voient un véritable changement de paradigme en matière de contrôles en amont. Les partenaires sociaux européens ont globalement accueilli très favorablement ce compromis. Les organisations syndicales y voient une avancée décisive vers une meilleure protection sociale des travailleurs mobiles et un renforcement des moyens de contrôle des autorités nationales, tandis que les organisations représentatives des employeurs soutiennent un accord qui combine sécurité juridique accrue et simplification administrative, notamment grâce à l'introduction d'accusés de réception automatisés pour les notifications requises. Enfin, des ajustements transitoires sont prévus pour les États membres les plus opposés à la réforme. Le Luxembourg, notamment, bénéficiera d'une dérogation temporaire concernant la responsabilité financière liée au chômage des travailleurs frontaliers. Sur le plan institutionnel, l'accord doit encore être formellement validé par les États membres au sein du Conseil et par le Parlement européen, avec une adoption finale attendue avant l'été.

L'UE lance le « Fonds pour l'initiative relative aux obligations vertes mondiales »

L'Union européenne et les institutions partenaires de financement du développement ont signé le **Fonds Global Green Bond Initiative (GGBI)**, un nouvel outil d'investissement public-privé destiné à mobiliser jusqu'à 20 milliards d'euros de capitaux privés pour des projets d'infrastructures durables dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le Fonds GGBI s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » de l'Union européenne. Il vise à débloquer jusqu'à 3 milliards d'euros d'obligations vertes dans les pays partenaires et à contribuer au financement d'activités qui soutiennent les objectifs climatiques et environnementaux. Le fonds investira exclusivement dans des obligations émises sur les marchés primaires, en donnant la priorité aux premiers émetteurs tels que les gouvernements, les autorités locales et les entreprises. En tant que premier émetteur mondial d'obligations vertes, l'UE promouvra des normes environnementales élevées et partagera les meilleures pratiques avec les pays partenaires.

Ce fonds devrait attirer jusqu'à 2 milliards d'euros d'investisseurs privés européens et internationaux, et environ 1 milliard d'euros de fonds propres d'investisseurs publics. Sur ce montant, près de 800 millions d'euros proviendront d'un consortium d'institutions européennes

de financement du développement dirigé par la Banque européenne d'investissement, aux côtés de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et de banques de développement d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas, d'Allemagne et de France. La Commission européenne fournira une protection de crédit au consortium par l'intermédiaire de sa [garantie du Fonds européen pour le développement durable plus \(FEDD+\)](#).

La stratégie « Global Gateway »

La stratégie « Global Gateway » est la stratégie de l'UE visant à renforcer les liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports, ainsi qu'à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Il fournit des investissements de haute qualité qui répondent aux normes environnementales, sociales et de gouvernance les plus élevées, garantissant la durabilité et la transparence pour les partenaires, les personnes et la planète.

Brochure pour plus d'information : [cliquer sur l'image](#)



L'Europe près de chez vous

Saint-Galmier, porte d'entrée vers l'Europe pour les jeunes de la Loire



Et si votre prochain séjour à l'étranger commençait à Saint-Galmier ?

Depuis la Bulle, structure jeunesse de la commune, un point Eurodesk accompagne gratuitement tous les jeunes du territoire qui souhaitent vivre une expérience en Europe.

Premier réseau européen d'information pour les 13-30 ans, Eurodesk a accompagné près de 70 000 jeunes en 2024. Il guide les jeunes dans leur recherche d'aides financières sur des programmes européens et met à leur disposition des informations sur toutes les possibilités de mobilité : études, stages, emploi, volontariat, échanges...

Seul point Eurodesk du département de la Loire, ce lieu se veut une ressource rare, ancrée localement, qui permet aux jeunes du territoire de bénéficier d'un accompagnement personnalisé sans avoir à se déplacer loin.

C'est **Morgane Maisse** qui assure ce rôle de référente, disponible pour aider chaque jeune à concrétiser son projet: trouver le bon dispositif, monter un dossier, identifier des aides financières ou simplement savoir par où commencer.

Envie de partir étudier, faire un stage ou du volontariat en Europe ?

06.14.13.09.51

morgane@labulle-stgalmier.fr



Comment vérifier la fiabilité d'un site de vente en ligne ?

Le Centre Européen des Consommateurs vous donnent tous les conseils utiles pour acheter en ligne en Europe : comment vérifier la fiabilité d'un site, sécuriser son achat sur internet, demander à votre banque de vous rembourser la somme versée via la procédure de « [chargeback](#) »....

Plus d'infos : <https://www.europe-consommateurs.eu/fr/thematiques/achats/vendeur/fiabilite/>

Idées lecture :

Une Europe toujours en construction...

 **Enrico LETTA. Des idées nouvelles pour l'Europe : avec les femmes et les hommes qui la font.** Editions Odile Jacob, 2024.

« Le rêve de paix et de prospérité des fondateurs a profondément transformé notre continent ». Mais qu'en est il à l'heure des conflits géopolitiques ? Comment donner un souffle nouveau à l'élan européen, à cette Europe devenue indispensable. Enrico Letta, européen convaincu, livre ici un plaidoyer pour une Europe, qui avec l'élargissement à de nouvelles nations, doit se réinventer.

 **Charles Barazer de Lannurien. L'Europe, une nouvelle nation.** Auto-édition, 2026.

Un roman qui, à travers l'histoire d'Alexandre de Barlan, personnage principal, nous questionne et nous fait réfléchir sur la mutation de l'Europe, qui se construit au fur et à mesure des épreuves. Elle se renforce et s'arme pour asseoir davantage sa position sur l'échiquier international.

Et pour vous accompagner dans un éventuel périple en Europe :

 **Alain Jost. Europe de l'ouest : guide de voyage 2026.** Editions Independently published, 2026.

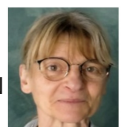
Un guide pratique pour voyager en France, Espagne, Portugal, Italie, Allemagne, Autriche, Suisse, Belgique, Pays Bas, Iles britanniques : bonnes adresses, itinéraires, fêtes, pièges à éviter...

Utile, surtout si vous n'avez rien programmé à l'avance.

petit futé Aurélie Hannier. **Top 8 des plus belles destinations en Europe de l'Est.** Petit futé, 2026.

De la Roumanie aux confins de la Géorgie, huit destinations sont mises en valeur : la Macédoine du nord, la Lituanie, la Géorgie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, et la Serbie. Des renseignements pratiques, des suggestions, voire des présentations de sites culturels complètent ce guide.

Colette MODION



EuropaLoire



Le Mouvement Européen France est une association créée en 1949.

Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste.

Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.

Pour nous contacter : loire@mouvement-europeen.eu

Directrice de la publication : Marthe-Claire Portran

**Comité éditorial : Colette Modion, Pierre Mandon,
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.**

Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>



**Mouvement
Européen
Loire**